

4. Débat d'orientations budgétaires 2025

Annexe 5 : Projet de délibération

CONTEXTE

Le débat d'orientation budgétaire constitue la première étape du cycle budgétaire annuel, précédant celle du vote. Il doit se tenir dans les deux mois précédant le vote du budget afin de discuter des grandes orientations financières.

Le Président présente au conseil d'administration les grandes orientations du budget primitif 2025 :

Contexte National :

Sans effort de redressement, le déficit public pourrait atteindre environ 7 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en décembre 2025. Afin d'y remédier, le Gouvernement propose une série d'actions pour ramener le déficit à 5 % du PIB d'ici fin 2025.

Pour y parvenir, des mesures de maîtrise budgétaire de 60,6 milliards d'euros sont proposées dans le projet de loi de finances 2025, avec en détail :

- 41,3 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques dont 21,5 milliards pour l'État, 14,8 milliards pour la Sécurité sociale et 5 milliards pour les collectivités territoriales.
- 19,3 milliards d'euros d'augmentation des recettes via des contributions fiscales exceptionnelles, temporaires et ciblées.

La loi de finances sera promulguée par le Président de la République et publiée au Journal officiel au plus tard le 31 décembre pour une entrée en vigueur à partir de janvier 2025.

Contexte régional :

Les orientations budgétaires du conseil régional qui devaient être votées en octobre 2024 ont fait l'objet d'un report dans l'attente de la validation du budget de l'Etat, les ressources comme les dépenses de la Région étant intimement liées à ce budget. Mais l'effort demandé par l'Etat à la Région Nouvelle-Aquitaine s'élève à 126 millions d'€ pour 2025 nécessitant des arbitrages relatifs aux politiques régionales. La plupart des collectivités locales vont être impactées par une baisse de leurs recettes provenant de l'Etat (Départements, intercommunalités, communes) en 2025.

L'ARB :

Le tableau ci-dessous synthétise les données budgétaires de l'agence :

ANALYSE FINANCIERE DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT - ARB-NA					
	CA 2023	BP 2024 (avec BS)	CA prev 2024	OB 2025	prospective 2026
DEPENSES					
Charges générales - 011	2 989 €	358 380,00 €	220 000,00 €	300 000,00 €	310 000,00 €
Charges de personnel - 012	62 511 €	1 268 064,00 €	1 010 000,00 €	1 300 000,00 €	1 395 000,00 €
Autres charges - 65	425 €	9 500,00 €	20 000,00 €	15 000,00 €	17 000,00 €
TOTAL DEPENSES REELLES	65 925 €	1 635 944 €	1 250 000 €	1 615 000 €	1 722 000 €
Virement vers section investissement		49 415 €	30 000 €	100 000 €	50 000 €
TOTAL DEPENSES		1 685 359 €	1 280 000 €	1 715 000 €	1 772 000 €
RECETTES					
Dotations et participations	220 000,00 €	1 531 284,00 €	1 580 000,00 €	1 550 310,00 €	1 550 310,00 €
Autres produits - 75	0,18 €	0,00 €			
Boni de liquidation association				?	
TOTAL RECETTES REELLES	220 000,18 €	1 531 284,00 €	1 580 000,00 €	1 550 310,00 €	1 550 310,00 €
Excédent reporté		154 076,00 €		484 076,00 €	419 386,00 €
TOTAL RECETTES		1 685 360,00 €	1 580 000,00 €	2 034 386,00 €	1 969 696,00 €
Excédent de fonctionnement			330 000,00 €	-64 690,00 €	-171 690,00 €

L'année 2024 a été une année de mise en route de l'EPCE créé en 2023. Ainsi, les charges de fonctionnement ont été moins importantes qu'initialement prévu au moment du vote du budget primitif. Plusieurs recrutements ont notamment été réalisés en cours d'année.

Ainsi, le compte administratif prévisionnel de l'année 2024 (« colonne CA prev 2024 ») devrait permettre de dégager un excédent de fonctionnement qui s'ajoutera à l'excédent généré en 2023. Pour mémoire, un budget a été voté en 2023 pour le seul mois de décembre 2023 et a permis de générer un excédent de 154 076 € pour permettre la mise en route de l'établissement.

Pour 2025, les dotations statutaires ne devraient pas être remises en cause. Le Département de la Gironde a tout de même transmis un courrier pour indiquer à l'agence une possible baisse de sa contribution au titre de l'année 2025. Cependant, s'agissant d'une contribution statutaire, elle devra faire l'objet d'un processus de modification des statuts de l'ARB.

Dans l'hypothèse d'un niveau des contributions égal à celui de l'année 2024, le budget de l'agence commencera à être structurellement déficitaire possiblement dès 2025.

Concernant les dépenses de FONCTIONNEMENT :

Les charges à caractère général (011) seront en augmentation car l'équipe sera plus nombreuse et le programme d'actions plus ambitieux qu'en 2025. Ainsi, le PA 2025 prévoit un volume de frais divers (autres que les charges de personnel) de l'ordre de 108 000 €. Il s'agit notamment de frais d'études, de frais de déplacements, de frais d'impressions, de frais relatifs à l'organisation d'événementiels.

A titre indicatif, le montant global pour les loyers (Chasseneuil et Bordeaux) et charges relatives aux locaux de l'agence s'élève à 94 000 € / an. Une réflexion est en cours pour envisager un changement de locaux (confère partie investissement). Malgré les frais relatifs au déménagement de l'agence à Poitiers, il est attendu que cette opération puisse générer des économies relatives au loyer et aux charges.

Une analyse des outils numériques utilisés par l'agence et des coûts afférents est également prévue (audit informatique). L'objectif est de rationaliser et d'optimiser les différents abonnements relatifs aux outils informatiques et téléphoniques en faisant appel autant que possible aux outils en open source.

Les charges de personnel (012) seront en nette augmentation pour les raisons suivantes :

Zoom sur la composition de l'équipe :

Au 1^{er} décembre 2024, l'équipe est composée de **23 personnes** (25 prévues en 2025) soit 20.4 ETP (22.4 ETP en 2025) dont :

- 1 agent titulaire, 12 agents en CDI, 10 agents en CDD
- 21 agents de catégorie A, 1 de catégorie B et 1 de catégorie C

Neuf agents sont arrivés en cours d'année 2024 (sur des postes existants et des créations de postes) et pèseront sur une année complète en 2025.

Deux recrutements interviendront en 2025 : chargé.e de mission filières économiques et chargée de mission biodiversité. Le premier fait l'objet d'un financement européen.

Une enveloppe est prévue pour l'action sociale (10 000 €). Il n'existe pas d'action sociale à proprement parler au sein de l'établissement à ce jour, en dehors d'un chèque cadeau en fin d'année. Une adhésion au CNAS pourrait par exemple être envisagée.

Une enveloppe pour les évolutions de carrière est également prévue (2% de la masse salariale soit 20 000 €).

NB : Les charges de personnel prévus au PA 2025 s'élèvent à environ 983 000 €. Ces charges n'intègrent pas les postes administratifs (directrice, directeur adjoint, responsable RH et assistante RH, agent d'entretien) ni le temps de travail interne des agents permettant le bon fonctionnement global de la structure (temps de management, réunions d'équipe, comités de directions, etc.).

Les autres charges (065) concernent essentiellement des prestations informatiques. En fonction du résultat de l'audit, elles pourraient légèrement évoluer à la baisse.

Concernant des recettes de FONCTIONNEMENT :

Les recettes sont peu évolutives. Une bonne partie de ces recettes sont issues des dotations statutaires qui s'élèvent à 1 140 000 € : Région (700 000 €), OFB (400 000 €), CD 33 (20 000€), CD 24 (10 000 €) et Grand Poitiers (10 000€).

Les autres recettes proviennent de subventions plus ponctuelles (financement de projets) dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions (410 310 € prévus en 2025).

Les recettes actuelles sont d'ores et déjà insuffisantes pour subvenir aux besoins de l'ARB. Plusieurs postes (chargée de mission SLB, chargé.e de mission filières économiques, chargé de mission ERC, développeur web) sont temporaires (CDD et contrats de projets) et dépendront des solutions trouvées pour améliorer la situation financière de l'établissement.

De plus, **une vigilance particulière sera nécessaire concernant le délai de versement des subventions européennes** qui sont souvent différés dans le temps, parfois de plusieurs années. A ce stade, les

modalités précises de versement dans le cadre du programme LIFE biodiv France et du FEDER ne sont pas connues.

Une recette exceptionnelle devrait être perçue en 2025 suite à la liquidation de l'association ARB NA mais le montant du boni n'est pas encore connu.

Concernant l'INVESTISSEMENT :

Il convient de prévoir des crédits pour l'acquisition de matériel informatique (enveloppe de 20 000 €).

Par ailleurs, compte-tenu :

- de l'état de vétusté des locaux actuels de l'agence à Chasseneuil du Poitou (pas de chauffage depuis le démarrage de la chaudière en octobre, problèmes d'acoustique, de puissance électrique, d'éclairage, etc.),
- du manque de fonctionnalité des locaux actuels,
- d'une surface non optimale par rapport aux besoins (avec la pratique du télétravail),
- de la localisation géographique peu adaptée et peu propice au travail partenarial pour une agence travaillant à l'échelle régionale (difficultés d'accès par le biais des transports en commun notamment),
- du coût : loyer de 4 625 € TTC / mois avec des provisions pour les charges locatives de 1 420 € / mois. A cela s'ajoutent des frais de gestion trimestriels (694 €) et des frais d'entretien,

Il semble pertinent d'envisager de **changer de locaux et d'implanter l'agence dans des locaux situés dans ou à proximité du centre-ville et de la gare de Poitiers**. Un cabinet d'architecte de Poitiers (L'Atelier du trait) accompagne actuellement l'agence à la définition de ses besoins en matière d'organisation des bureaux et de surface nécessaire notamment (mission de programmiste).

Il convient donc de prévoir une somme pour l'acquisition de mobilier et la réalisation de travaux d'aménagement intérieur dans les futurs locaux. La somme prévisionnelle de 80 000 € pourrait ainsi être inscrite.

En synthèse :

Le budget de fonctionnement de l'agence sera déjà très contraint en 2025. L'équilibre risque de se dégrader encore en 2026 si les recettes n'augmentent pas. L'agence va donc devoir rechercher activement de nouvelles sources de financement.

L'excédent de fonctionnement et le boni de liquidation apporteront un peu d'oxygène pour répondre aux besoins de trésorerie du fait du délai de versement de subventions européennes. Ils permettront également d'envisager un déménagement sans solliciter de subventions complémentaires. Mais cela sera de courte durée au regard de l'état actuel du budget (2 à 3 années maximum).

DELIBERE

Il vous est proposé de prendre acte de la tenue du débat portant sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2025 sur la base du présent rapport.